

# Projet éolien de Vents de Loire

## ELEMENTS D'ACTUALISATION :

### ACTUALISATION DES DONNEES RELATIVES AUX CAPACITES FINANCIERES ET AUX GARANTIES FINANCIERES

Département de la Nièvre

Communes de :

- Saint-Quentin-sur-Nohain
- Saint-Laurent-l'Abbaye

---

RES, premier développeur et exploitant éolien de Bourgogne Franche-Comté, porte le développement du projet éolien de Vents de Loire sur les communes de Saint-Laurent-l'Abbaye et Saint-Quentin-sur-Nohain, dans le département de la Nièvre (58). Ce projet de 8 éoliennes a fait l'objet d'une autorisation unique délivrée le 29 novembre 2017 par un arrêté préfectoral.

Cette autorisation a été délivrée à la société RES (anciennement dénommée EOLE-RES) qui sera l'exploitant du parc éolien.

**La présente note actualise les informations relatives aux capacités financières du demandeur de l'autorisation unique, présentées dans le volume 3 du dossier de demande d'autorisation en pages 28 à 31.**

---

## Sommaire

1.1.	Fiche d'identité.....	4
1.2.	Capacités financières de RES.....	4
a)	Présentation des chiffres clés de RES SAS.....	4
b)	Démonstration des capacités financières à financer et exploiter le projet.....	4
c)	Economie du projet - plan d'affaires budgété.....	5
d)	Modalités des garanties financières – PJ 10.....	7
1.3.	Kbis de la société RES.....	8

# IDENTIFICATION DU DEMANDEUR ET DES ELEMENTS GENERAUX DE SES COMPTES

## 1.1. Fiche d'identité

**Dénomination Sociale** : RES S.A.S

**Nom Commercial** : RES

**Forme juridique** : société par actions simplifiée au capital de 10.816.792 € - RCS AVIGNON 423 379 338

**Président** : RES Méditerranée SAS

**Directeur Général** : M. Jean-François PETIT

**Adresse** : 330 rue du Mourelet – ZI de Courtine – 84000 AVIGNON

**Téléphone** : 04.32.76.03.00 – **Mail** : [info.france@res-group.com](mailto:info.france@res-group.com)

## 1.2. Capacités financières de RES

Conformément à l'article L. 181-27 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale prend en compte les capacités techniques mais aussi financières que le pétitionnaire entend mettre en œuvre, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect de la réglementation afférente aux ICPE et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de remise en état du site exploité (telles que mentionnées à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement) lors de la cessation d'activité.

### a) Présentation des chiffres clés de RES SAS

RES SAS compte parmi les entreprises les plus solides du secteur éolien.

RES SAS a réalisé sur ces trois dernières années :

- Un chiffre d'affaires moyen d'environ 68 millions d'euros. Le chiffre d'affaires de RES SAS s'élève à environ 52,5 millions d'euros en 2020.
- Le résultat net de de 13,2 millions d'euros en 2018 ; de 9,3 millions d'euros en 2019 et de 46,5 millions d'euros en 2020.

RES SAS dispose à fin 2020 d'environ 204 Millions d'euros de fonds propres.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des capitaux propres de la société, en hausse chaque année.

(K€)	<u>2020</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Capitaux Propres	203 423	156 841	147 458	134 236	110 437	91 092	52 805

Ces chiffres sont validés par les commissaires aux comptes (parmi lesquels Deloitte, un des plus gros cabinets d'audit mondial). Par ailleurs, depuis 2016, RES SAS publie ses comptes à la fois sous le référentiel des normes françaises (code du commerce) mais également sous le référentiel des normes internationales (dites IFRS), gage d'une transparence et d'une robustesse élevées de ses informations financières.

### b) Démonstration des capacités financières à financer et exploiter le projet

Comme en témoigne le volume de fonds propres et les résultats nets présentés au point précédent, la société RES SAS, dispose des capacités financières suffisantes pour assurer la construction et l'exploitation du projet. S'appuyant non seulement sur une expérience considérable dans la réalisation de projets à forte intensité capitalistique mais également sur sa structure juridique et son

actionnariat, la capacité de RES SAS à financer le projet éolien de VENTS DE LOIRE, qui requiert un investissement de 40,1 millions d'euros (voir détail en partie c) qui suit), est largement démontrée. Le cas échéant, elle s'appuiera également sur les capacités de sa société mère.

Le schéma de financement habituel en matière de projets d'énergies renouvelables consiste en un financement de projets. L'exploitant apporte environ 20% de fonds propres et contracte un prêt à long terme, après délivrance des autorisations de construire et d'exploiter le projet, pour 80% du montant restant. C'est le schéma que RES a mis en œuvre depuis plus de 20 ans.

Pour démonstration, le tableau ci-dessous fait état des centrales construites et qui ont été exploitées par RES SAS pour son propre compte. Il indique la valeur de l'investissement de chacune des fermes éoliennes, la part d'autofinancement (en moyenne 24% du coût des projets) et par différence la part de prêt à long terme.

La société RES SAS a su lever des fonds pour la construction de parcs éoliens de l'ordre de 114 millions d'euros grâce à sa notoriété auprès de ses partenaires financiers, lesquels attestent de la structure financière très saine de la société RES SAS (notamment grâce au niveau élevé de ses capitaux propres).

Outre ces comptes reflétant la solidité financière de RES SAS, l'étendue des activités de RES est l'une de ses principales forces en ce sens qu'elle lui permet de mesurer pleinement les enjeux commerciaux, politiques et techniques et d'optimiser ses projets pour en maximiser la valeur et la rentabilité. L'expertise et la compétence de la société dans ces domaines lui confèrent un avantage compétitif dans les situations d'appels d'offres où sa compréhension des risques et des sensibilités lui permet de minimiser les prix tout en optimisant les marges.

#### **DANS LE CADRE DU PROJET DE VENTS DE LOIRE**

Dans le cas du projet de VENTS DE LOIRE, la société RES mettra en œuvre le même schéma en sollicitant un prêt bancaire à hauteur de 80% des investissements du projet et apportera 20% de ces investissements sur ses fonds propres. Les capitaux propres dont elle dispose en 2020, de plus de 203 millions, montrent ainsi qu'elle dispose sans difficulté de cette somme.

A supposer qu'aucun financement bancaire ne lui soit alloué, la société RES financera 100% des investissements du projet sur ses fonds propres. Là encore, les capitaux propres dont elle dispose en 2020 sont parfaitement suffisants.

La société RES justifie donc des capacités financières suffisantes pour construire et exploiter le projet.

#### ***c) Economie du projet - plan d'affaires budgété***

Le projet de parc éolien Vents de Loire est composé de 8 éoliennes d'une puissance maximale de 3,3 MW.

Le modèle économique a évolué intégrant l'évolution tarifaire du projet ainsi que l'évolution de la durée d'exploitation du parc éolien de 20 à 30 ans. Un nouveau business plan est présenté ci-après en lieu et place de celui présenté page 30 du Volume 3 : Description de la Demande, 2017.

Un business plan actualisé est présenté ci-après. Le montant d'investissement prévisionnel est basé sur des éoliennes de 3,3 MW maximum unitaire. Le montant total des investissements nécessaires pour le projet est de 40,1 millions d'euros.

Années											
Années		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Années		2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
Tarif de rachat (€/MWh par rapport à la production c AO)		70,07	70,49	70,91	71,34	71,77	72,20	72,63	73,07	73,50	73,95
<b>Production annuelle</b>		59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00
Chiffres d'affaires (€)		4 179 676	4 204 754	4 229 982	4 255 362	4 280 894	4 306 580	4 332 419	4 358 413	4 384 564	4 410 871
Coûts d'exploitation		(162 539)	(497 065)	(571 640)	(686 793)	(698 367)	(719 829)	(751 166)	(764 311)	(777 639)	(810 146)
Dont frais d'opération et maintenance		(124 492)	(375 130)	(442 510)	(574 460)	(585 949)	(607 090)	(638 075)	(650 836)	(663 853)	(677 130)
Dont autres charges d'exploitation		(38 047)	(121 935)	(129 129)	(112 333)	(112 418)	(112 739)	(113 091)	(113 475)	(113 786)	(133 017)
Loyer		(24 845)	(74 683)	(75 132)	(75 582)	(76 036)	(76 492)	(76 951)	(77 413)	(77 877)	(78 344)
Taxes au profit des collectivités (IFER, CET, etc.)		(88 226)	(266 508)	(271 729)	(276 443)	(281 247)	(286 143)	(291 132)	(296 217)	(301 399)	(306 681)
Mesures compensatoires		(3 367)	(10 167)	(10 370)	(10 578)	(10 789)	(11 005)	(11 225)	(11 450)	(11 678)	(11 912)
<b>Coût de la garantie démantèlement</b>		(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)
Total des coûts (€)		(286 976)	(856 423)	(936 870)	(1 057 396)	(1 074 439)	(1 101 469)	(1 138 475)	(1 175 390)	(1 176 594)	(1 215 083)
<b>Résultat Brut d'exploitation avant impôts (€)</b>		3 892 699	3 348 331	3 293 112	3 197 966	3 206 455	3 205 110	3 193 944	3 201 023	3 207 970	3 195 788
<b>Dotations aux amortissements</b>		(367 821)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)
Impôts sur les sociétés		0	0	(150 728)	(457 478)	(418 115)	(317 598)	(329 516)	(353 914)	(347 388)	(343 017)
Capacité d'autofinancement (€)		-40 103 904	3 524 878	2 244 868	2 038 920	1 637 024	1 684 877	1 784 049	1 760 965	1 743 646	1 757 109

Années											
Années		11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Années		2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045
Tarif de rachat (€/MWh par rapport à la production c AO)		74,39	74,84	75,28	75,74	76,19	76,65	77,11	77,57	78,04	78,50
<b>Production annuelle</b>		59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00
Chiffres d'affaires (€)		4 437 337	4 463 961	4 490 744	4 517 689	4 544 795	4 572 064	4 599 496	4 627 093	4 654 856	4 682 785
Coûts d'exploitation		(849 986)	(840 123)	(855 173)	(870 446)	(885 946)	(909 169)	(940 059)	(957 235)	(974 675)	(1 015 535)
Dont frais d'opération et maintenance		(697 499)	(725 102)	(739 604)	(754 396)	(769 484)	(792 051)	(822 248)	(838 693)	(855 467)	(872 576)
Dont autres charges d'exploitation		(152 487)	(115 021)	(115 570)	(116 050)	(116 462)	(117 118)	(117 811)	(118 542)	(119 208)	(142 959)
Loyer		(78 814)	(79 287)	(79 763)	(80 242)	(80 723)	(81 207)	(81 695)	(82 185)	(82 678)	(83 174)
Taxes au profit des collectivités (IFER, CET, etc.)		(312 063)	(317 548)	(323 139)	(328 837)	(334 644)	(340 563)	(346 596)	(352 744)	(359 011)	(365 398)
Mesures compensatoires		(12 150)	(12 393)	(12 641)	(12 894)	(13 152)	(13 415)	(13 683)	(13 957)	(14 236)	(14 521)
<b>Coût de la garantie démantèlement</b>		(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)
Total des coûts (€)		(1 261 013)	(1 257 352)	(1 278 717)	(1 300 418)	(1 322 465)	(1 352 355)	(1 390 033)	(1 414 121)	(1 438 600)	(1 486 628)
<b>Résultat Brut d'exploitation avant impôts (€)</b>		3 176 323	3 206 609	3 212 028	3 217 271	3 222 330	3 219 709	3 209 463	3 212 972	3 216 256	3 196 157
<b>Dotations aux amortissements</b>		(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)
Impôts sur les sociétés		(346 328)	(344 322)	(338 569)	(346 581)	(349 311)	(348 553)	(349 066)	(348 529)	(345 765)	(346 700)
Capacité d'autofinancement (€)		-40 103 904	1 726 531	1 758 823	1 769 995	1 767 226	1 769 555	1 767 693	1 756 933	1 760 979	1 767 027

Années											
Années		21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
Années		2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055
Tarif de rachat (€/MWh par rapport à la production c AO)		79,59	77,62	72,29	72,78	71,87	66,54	71,73	71,31	72,39	73,48
<b>Production annuelle</b>		59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00	59 650,00
Chiffres d'affaires (€)		4 747 373	4 630 313	4 312 211	4 341 080	4 287 047	3 968 957	4 278 441	4 253 768	4 318 047	4 383 300
Coûts d'exploitation		(1 079 280)	(1 096 604)	(1 117 058)	(1 137 674)	(1 158 100)	(1 193 103)	(1 241 219)	(1 265 977)	(1 291 230)	(1 316 987)
Dont frais d'opération et maintenance		(912 614)	(976 039)	(995 560)	(1 015 471)	(1 035 781)	(1 068 746)	(1 114 621)	(1 136 913)	(1 159 652)	(1 182 845)
Dont autres charges d'exploitation		(166 666)	(120 565)	(121 497)	(122 203)	(122 319)	(124 357)	(126 598)	(129 064)	(131 578)	(134 142)
Loyer		(83 673)	(84 175)	(84 680)	(85 188)	(85 699)	(86 214)	(86 731)	(87 251)	(87 775)	(88 301)
Taxes au profit des collectivités (IFER, CET, etc.)		(370 162)	(372 637)	(379 401)	(385 299)	(388 159)	(398 684)	(405 334)	(413 191)	(421 202)	(429 369)
Mesures compensatoires		(14 811)	(15 107)	(15 410)	(15 718)	(16 032)	(16 353)	(16 680)	(17 013)	(17 354)	(17 701)
<b>Coût de la garantie démantèlement</b>		(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)	(8 000)
Total des coûts (€)		(1 555 926)	(1 576 524)	(1 604 549)	(1 631 879)	(1 655 991)	(1 702 353)	(1 757 964)	(1 791 433)	(1 825 560)	(1 860 358)
<b>Résultat Brut d'exploitation avant impôts (€)</b>		3 191 446	3 053 789	2 707 662	2 709 201	2 631 056	2 266 605	2 520 477	2 462 335	2 492 487	2 522 943
<b>Dotations aux amortissements</b>		(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)	(1 103 463)
Impôts sur les sociétés		(348 132)	(342 791)	(292 676)	(215 461)	(220 580)	(209 485)	(173 708)	(189 474)	(194 568)	(198 120)
Capacité d'autofinancement (€)		-40 103 904	1 739 851	1 607 535	1 311 522	1 390 276	1 307 013	953 656	1 243 306	1 169 398	1 194 456

#### d) Modalités des garanties financières – PJ 10

Conformément aux exigences posées par l'article D.181-15-2-I-8° du code de l'environnement, le pétitionnaire doit, dès lors que son projet relève de l'article R.515-101 du même code, inclure dans son dossier de demande d'Autorisation Environnementale les éléments relatifs aux modalités de garanties financières attachées à son projet, telles qu'elles sont exigées par l'article L.516-1 du code de l'environnement (notamment leur nature, leur montant, et les délais de leur constitution).

Ces garanties ont notamment pour objectif d'assurer la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant et ce, à tout moment de l'exploitation.

S'agissant des centrales éoliennes, les modalités de calcul du montant des garanties financières sont définies par l'arrêté du 26 août 2011 (modifié par l'arrêté du 22 juin 2020). Il convient également de noter que ce montant initial fait l'objet d'une réactualisation quinquennale dont les modalités sont fixées par le même arrêté modifié.

**Pour la centrale éolienne de VENTS DE LOIRE le montant des garanties financières est donc porté à 541 908 EUROS, tel que cela a été repris dans l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 16/03/2021.**

Conformément à l'article R.515-101 du code de l'environnement, cette garantie sera constituée au plus tard à la mise en service d'une installation.

Elle résultera d'un engagement écrit d'un organisme bancaire ou d'assurance, et/ou d'une consignation volontaire déposée sur un compte ouvert dans les livres de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

### 1.3. Kbis de la société RES

Greffes du Tribunal de Commerce d'Avignon  
2 BD LIMBERT  
BP 21063  
84097 AVIGNON CEDEX 9

Code de vérification : FMg9go9h8d  
<https://www.infogreffe.fr/contrôle>



N° de gestion 2001B00117

#### Extrait Kbis

#### EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS à jour au 2 mai 2021

##### IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	423 379 338 R.C.S. Avignon
<i>Date d'immatriculation</i>	07/02/2001
<i>Transfert du</i>	R.C.S. d'Aubenas
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	RES
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Capital social</i>	10 816 792,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	Courtine 330 Rue du Mourelet 84000 Avignon
<i>Activités principales</i>	L'étude, l'Ingénierie, le développement, le financement, la construction et l'exploitation de sites de production d'électricité éolienne et l'exploitation de sites de production d'électricité éolienne et d'autres sources d'énergie renouvelable. La domiciliation d'entreprises.
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 03/08/2098
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 octobre

##### GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

###### Président

<i>Dénomination</i>	RES Méditerranée
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Adresse</i>	Zone Industrielle de Courtine Rue du Mourelet 84000 Avignon
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	507 635 894 RCS Avignon

###### Directeur général

<i>Nom, prénoms</i>	PETIT Jean-François
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 03/03/1963 à Tours (37)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	2 Impasse Henri Mouret 84000 Avignon

###### Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	DELOITTE & ASSOCIES
<i>Adresse</i>	185 Avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

###### Commissaire aux comptes suppléant

<i>Dénomination</i>	BEAS
<i>Adresse</i>	7 9 Villa Houssay 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

##### RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

<i>Adresse de l'établissement</i>	Courtine 330 Rue du Mourelet 84000 Avignon
<i>Nom commercial</i>	RES
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	L'étude, l'Ingénierie, le développement, le financement, la construction et l'exploitation de sites de production d'électricité éolienne et d'autres sources d'énergie renouvelable. La domiciliation d'entreprises.
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/06/1999
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL DE BOURG SAINT ANDEOL (07700) ZI D'EN CROS A AVIGNON A COMPTER DU 01.01.01

Greffes du Tribunal de Commerce d'Avignon  
2 BD LIMBERT  
BP 21063  
84097 AVIGNON CEDEX 9  
N° de gestion 2001B00117

*Mode d'exploitation*

Exploitation directe

**IMMATRICULATIONS HORS RESSORT**

---

R.C.S. Gap  
R.C.S. Carcassonne  
R.C.S. Rodez  
R.C.S. Angoulême  
R.C.S. Brive  
R.C.S. Dijon  
R.C.S. Périgueux  
R.C.S. Toulouse  
R.C.S. Bordeaux  
R.C.S. Béziers  
R.C.S. Montpellier  
R.C.S. Mende  
R.C.S. Chaumont  
R.C.S. Nevers  
R.C.S. Lyon  
R.C.S. Vesoul/Gray  
R.C.S. Rouen  
R.C.S. Castres  
R.C.S. Poitiers  
R.C.S. Nanterre

**OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

---

- Mention n° 12164 du 21/09/2009  
- Mention n° 12702 du 07/10/2009

Ouverture d'un établissement hors ressort : RCS de LYON (6901)  
Ouverture de l'établissement secondaire à compter du 18/09/2009 dans le  
ressort du GTC DE NANTERRE

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT